

POLAT KALAFATOGLU, Mehmet: *L'arbitrabilité en matière de propriété industrielle. Etude en droit de l'arbitrage international*, Paris L'Harmattan, Collection Logiques Juridiques, 2018, 588 pp. (Prólogo de M.–E. Ancel). ISBN: 978–2–343–14154–1.

En matière de propriété industrielle, alors que le contentieux relatif à l'exploitation contractuelle et à la contrefaçon est arbitrable de longue date, l'annulation des titres échappait à la compétence arbitrale. En 2008, un arrêt de la Cour d'appel de Paris a étendu la compétence arbitrale : désormais, le tribunal arbitral peut statuer inter partes sur une exception de nullité. Cette solution, bien qu'utile pour garantir l'efficacité de l'arbitrage, n'est pas exempte de critiques.

La présente thèse explore la possibilité de reconnaître aux arbitres la compétence pour décider erga omnes sur la validité. Plusieurs raisons ont été avancées pour fonder l'inarbitrabilité de la demande d'annulation. En particulier, on considère qu'une sentence arbitrale ne peut pas produire l'effet absolu attaché à une décision d'annulation. Cependant, les sentences arbitrales sont opposables aux tiers et un prétendu effet inter partes de la sentence ne peut pas justifier l'inarbitrabilité. La raison profonde de l'inarbitrabilité réside dans la nature inter partes de la justice arbitrale internationale, qui ne prévoit pas de protection procédurale au profit des tiers intéressés. Le domaine arbitrable pourrait donc être élargi à condition de garantir l'effet erga omnes de la sentence par la publicité de celle-ci et de le contrebalancer par une tierce opposition limitée, moderne et adaptée à l'arbitrage international.

SASSON, Monique: *Substantive Law in Investment Treaty Arbitration. The Unsettled Relationship between International Law and Municipal Law*, 2^a ed., International Arbitration Law Library, vol 21, Kluwer Law International, 2017. 304 pp. ISBN : 978–90–411–6103–1.

This new edition of what has rapidly become the pre-eminent work on the role of municipal law in investment treaty arbitration is justified not only by the accelerating appearance of investment treaty awards but also by the continuing, serious flaws in the application of international law by investment treaty arbitral tribunals. As a matter of international law, arbitrators need to be attentive to the circumstances where municipal law supplies the necessary substantive legal rule. They will find this book to be the best guide to this complex challenge.

The author has maintained the overall structure of the first edition and added a new chapter on Article 42 of the ICSID Convention. Certain descriptions and arguments have been rethought and revised to clarify their significance and their applicability. The treatment focuses on the role of municipal